

## POUR LE DIALOGUE EN VUE D'UNE COHESION NATIONALE

Dans un contexte de crise généralisée relative à l'évolution de la situation politique et sociale en République Démocratique du Congo, nos trois organisations « Actions pour le Développement et la Paix Endogènes » (ADEPAE), « Œuvres communautaires pour l'Education pour Tous » (OCET), « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » (SVH) se réjouissent de la décision prise par le chef de l'état Congolais d'organiser un dialogue en vue de la cohésion nationale, demandent aux autres acteurs de concourir à cet effort au de là de toute appartenance politique, en mettant devant l'intérêt supérieur de la population dont l'inventaire de la souffrance n'en finit pas au jour le jour.

Dans le communiqué du 31 Mai 2012, les trois organisations relevaient que le contexte actuel témoigne de l'échec de la réforme du secteur sécuritaire en RDC et du caractère structurel de l'insécurité à l'est du pays. Il rappelle aussi que dans cette période post-électorale, le retard de la mise en place du processus de décentralisation, ainsi que les problèmes plus structurels de représentativité politique et de relations inter communautaires, demeurent des enjeux clés de la stabilité et de la reconstruction du pays.

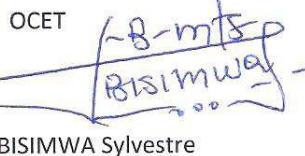
Certes le Dialogue envisagé permettra d'aborder les problèmes clés susmentionnés en référant la confiance entre les dirigeants et les populations en faveur d'une véritable réconciliation nationale. Cependant nos organisations attirent l'attention des institutions impliquées dans l'organisation dudit dialogue sur la nécessité de réfléchir et d'adopter les conditions de réussite de ce forum salubre pour la RDC notamment :

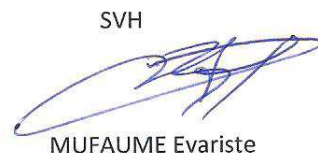
- Définir les objectifs clairs et précis du dialogue, ainsi que la valeur accordée aux résolutions dudit forum par adoption de loi au lieu des simples résolutions ;
- Rencontrer les véritables préoccupations des populations en privilégiant les consultations à la base ;
- Inviter les Gouverneurs des provinces et la société civile de mobiliser les différents acteurs par la tenue urgente des réunions techniques de réflexion allant de la province aux territoires et à la base ;
- Impliquer et faire participer les populations par le biais des organisations de la société civile spécialisées en la matière dans le processus de l'organisation de ce dialogue au lieu de se limiter aux leaders politiques et sociaux habitant les grandes villes.

Fait à Bukavu le 20 février 2013.

Pour les Organisations :

ADEPAE  
  
KAYIRA BTharcisse

OCET  
  
BISIMWA Sylvestre

SVH  
  
MUFAUME Evariste